

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 16 décembre 2025

Encore une causerie volumineuse !

Hier, on en était à plus de 220 000 connexions au site en 2025.

J'ai discuté avec mon beau-fils qui doit me présenter un de ses potes informaticiens, qui pourrait peut-être modifier le site et ajouter une rubrique commentaire destiné aux lecteurs, entre autres, cela reste à confirmer, car il faut que je gère ce service gratuitement, je ne veux pas débourser plus d'argent pour ce site.

Je viens de régler les factures de l'hébergement et du nom de domaine, la note a triplé en 3 ans pour atteindre 20 000 roupies, soit environ 200 euros. Il m'a changé gratuitement le lecteur de CD, je l'avais invité à dîner avec son épouse et leur bébé, ils se sont régalaés, c'est moi qui avais cuisiné, des spaghetti à la sauce tomate à la provençale et pizza, végétarien parce qu'ils sont en deuil jusqu'à la fin du mois.

Ma santé s'améliore doucement mais sûrement, bref, ce ne sera pas pour cette fois-ci, mes détracteurs devront encore attendre un peu avant d'allumer le bûcher !

Mourir est une libération, franchement, c'est vivre qui devient une torture quand on devient un vieillard, surtout dans ce monde pourri. Les jours meilleurs viendront plus tard, c'est cela qui doit nous motiver au lieu d'être égoïste.

Regardez où je trouve la force pour continuer ce combat, dans le présent, uniquement dans le présent. Ok, mais c'est dur avec tout ce qu'on prend dans la gueule quotidiennement, pourtant on s'en sort bien parce qu'on respecte tout le monde et on ne renie pas nos principes.

Un soir entre minuit et une heure du matin j'ai eu une discussion avec ma compagne. Je lui ai expliqué que notre comportement était le produit de l'éducation et de l'affection qu'on avait ou non reçues durant notre enfance, des rapports que nos parents avaient eu entre eux et avec nous, c'est ce qui forge le caractère et en grande partie la personnalité qu'on trimbalera le restant de nos jours, durant toute notre vie.

Quand on a cela en tête, on arrive à comprendre le comportement de la plupart des gens, on ne les juge pas, on ne les méprise pas, on les prend comme ils sont, et on doit prendre notre vie de la même manière, sans regret ou nostalgie, sans l'embellir ou la noircir, car on ne doit pas se mentir à soi-même, ce serait trop stupide, on se ferait du mal, ce n'est pas non plus ce qu'on souhaite aux autres, alors il n'y a aucune raison de leur raconter des histoires. C'est le principe sur lequel fonctionne ce site, cette causerie ou mon courant politique. Il y en a qui apprécient, il y en a qui détestent, qu'y puis-je, rien, donc je m'en moque, c'est cela aussi être indépendant !

52 ans plus tard le Chili bascule à nouveau dans l'extrême droite, voilà qui va encore faire couler beaucoup d'encre, et surtout de larmes malheureusement.

José Antonio Kast, qui a été élu président du Chili, ne tarie pas d'éloge envers l'ancien dictateur Augusto Pinochet, ce qui n'a pas empêché la candidate de la "gauche" battue, Jeannette Jara, de l'appeler pour le féliciter, et elle a été jusqu'à déclarer que « *la démocratie s'est exprimée clairement* », autrement dit, elle cautionne l'élection de ce fasciste. (Source : RT 15 décembre 2025) A lire un article en fin de causerie.

L'absence d'une Internationale ouvrière fidèle au socialisme avec ses sections nationales laisse les masses désorientées, abandonnées à leur triste sort, trahies par ce qui ose s'appeler la gauche, des opportunistes qui depuis un siècle font le lit du fascisme, du nazisme, de la guerre.

Le sionisme et Daesh sont leurs créatures monstrueuses.

Autant "embrasser" le Diable en personne !

J-C – A conserver à l'esprit en permanence. « *Il n'est plus possible d'être sioniste sans être fasciste* », Gideon Levy (Juif et rédacteur en chef à Haaretz - Tel Aviv)

A les entendre, parmi les 15 morts de Bondi Beach figurait que des gens admirables (lire plus loin sur le mouvement Loubavitch), dont deux rabbins, « *une personne extraordinaire* », « *un frère, un mari et un oncle adoré, dont la gentillesse, la générosité et l'amour* », « *un être humain le plus positif, le plus optimiste, le plus plein d'espoir, le plus sincèrement optimiste que j'ai jamais rencontré dans ma vie* », « *un bon gars, gentil, qui ne méritait pas ça* », quel Palestinien « *méritait* » quoi, la résolution 181 de l'ONU qui consacra la partition de la Palestine et le génocide qui s'en suivit jusqu'à nos jours ?

Le contexte.

Après la fusillade meurtrière de Bondi Beach - Euronews 15 décembre 2025

Le Premier ministre australien, Anthony Albanese, a déclaré à la presse qu'il s'agissait d'une "attaque ciblée contre les Australiens juifs", d'un "terrorisme antisémite diabolique" et d'une attaque "contre notre mode de vie" qui ne resterait pas impunie. Une enquête de police est en cours.

"*La haine, la violence et le terrorisme n'ont pas leur place dans notre pays*", a déclaré M. Albanese dimanche. "*Je le dis clairement : nous allons l'éradiquer. Au milieu de cette attaque ignoble émergera un moment d'unité nationale où les Australiens de tous horizons embrasseront leurs compatriotes de confession juive en ce moment sombre pour notre nation*". Euronews 15 décembre 2025

Complément.

Attaque de Bondi Beach : l'un des auteurs de l'attentat lié à l'État islamique et déjà surveillé - RT15 déc. 2025

Le chef du renseignement intérieur, Mike Burgess, a indiqué que l'un des tireurs était « *connu de nos services, mais pas en tant que menace immédiate* ». RFI 15 décembre 2025

J-C - Chaque fois qu'il y a eu des attentats en France (et ailleurs, à Boston ou New York, par exemple, les auteurs étaient en contact avec des membres des services de renseignement. Sinon ils ont infiltré des cellules djihadistes. Les ont-ils mis en confiance, manipulé, poussé à passer à l'action un jour déterminé, leur ont-ils fourni des renseignements, des adresses où trouver le matériel, tout est possible ou ils en sont parfaitement capables.

En 1985, j'ai vendu ma voiture à un membre de la cellule antiterroriste de Paris. Il était jeune, il portait un blouson noir, baskets, jean, cheveux mi-longs, je n'aurais pas imaginé qu'il était flic, c'est lui qui nous l'a dit. Il nous a raconté - j'étais avec mon épouse, qu'il leur arrivait avec ses collègues de croiser ou loger un dangereux malfaiteur, trafiquant ou criminel recherché par toutes les polices de France, mais ils avaient ordre de ne pas l'appréhender et de le laisser filer ou disparaître dans la nature. Les ordres venaient d'en haut, avait-il précisé, donc « *on obéissait* ». Le mec était visiblement frustré, il avait compris que ces gangsters ou criminels étaient instrumentalisés ou protégés depuis l'Elysée, peu importe les délits qu'ils commettaient avant qu'ils les arrêtent, peu importe le nombre de victimes.

Pourquoi maintenant cet attentat en Australie, lisez, j'ai fourni les réponses.

19 mars 2012 - Mohamed Merah : tuerie devant un collège juif à Toulouse

7 janvier 2015 - Saïd et Chérif Kouachi : Tuerie à Charlie Hebdo

9 janvier 2015 - Amedy Coulibaly : Attaque de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes

13 novembre 2015 - Salah Abdeslam, Abdelhamid Abaaoud, Chakib Akrouh : attentats au Stade de France, à Saint-Denis, et sur des terrasses et au Bataclan, à Paris.

J-C – "La haine, la violence et le terrorisme" cesseront quand l'Etat juif génocidaire, colonial et antisémite disparaîtra, autant dire le capitalisme en occident. C'est lui avec ses mentors, les puissances coloniales anglo-saxonnes, qui portent la responsabilité de tous ces morts.

Lu un commentaire dans RT.

- Récapitulons.
- Un des tireurs (sinon les deux) se revendique de Daech.
- Daech a été créé par les Etats-Unis pour servir les intérêts israéliens et détruire les Etats arabes (Israël soignait d'ailleurs les blessés de Daech dans ses hôpitaux).

Va-t-on incriminer ces deux Etats voyous pour complicité d'assassinat ?

- On sait très bien quelles organisations favorisent l'invasion migratoire en Australie (comme dans tout l'Occident), et pourquoi elles le font.

Va-t-on inculper ces collabos pour complicité d'assassinat ?

- Le passant ayant arraché son fusil à l'un des deux hommes qui tiraient sur les juifs est un musulman syrien.
- Ce dernier (Ahmed el Ahmed) a été blessé de plusieurs tirs, apparemment par des policiers (bien que la police reste muette sur cette question).
- Alors que le commissariat de police est à proximité immédiate du lieu de la tuerie, il a fallu dix bonnes minutes à la police pour intervenir.

Retard comparable à celui du Bataclan.

A croire qu'il serait plus intéressant pour les autorités de laisser se produire de tels massacres pour les exploiter politiquement.

Affaire(s) à suivre...

Parole d'internaute.

- On peut se demander, d'abord, pourquoi un événement religieux célébré par une communauté ultra-minoritaire (0,4% des Australiens) se tenait sur une plage publique.

D'autant plus que le quartier de Bondi compte de nombreuses synagogues qui auraient été le lieu approprié pour cela.

Il faut dire que les juifs australiens, très nombreux dans ce quartier de Bondi, considèrent quasiment que celui-ci leur appartient.

Il y a trois mois, à cet endroit précis, un rassemblement de soutien à la Palestine martyre avait été organisé par différentes associations, dont des juifs antisionistes.

Alors que le rassemblement était légal et pacifique, des centaines de sionistes l'avaient attaqué, frappant et insultant les participants sans que la police soit en mesure de les protéger.

Le groupe qui a organisé cette « *célébration* » (sur une plage ?...) est d'ailleurs réputé pour être sioniste militant.

Quand on connaît ces antécédents (que le merdia nous cache soigneusement), on a peut-être une explication à ce qui s'est passé aujourd'hui.

Qui étaient les organisateurs ? Plus fanatique que les sionistes, cela existe, la preuve.

La fête juive « *Chanukah by the Sea* » (Hanoukka au bord de la mer) a été organisée par le mouvement Loubavitch (Chabad-Lubavitch) (Google)

Mais encore, qu'est-ce qui caractérise le mouvement Loubavitch ? La haine des Palestiniens.

Les visages du fondamentalisme juif en Israël par Alain Dieckhoff

CEMOTI, Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien Année 1999 28 pp. 85-94

https://www.persee.fr/doc/cemot_0764-9878_1999_num_28_1_1484

- Loubavitch est passé d'une opposition théologique au sionisme à un soutien actif et influent à la présence juive et à la construction d'Israël.

Des membres de Loubavitch sont devenus des figures importantes dans la colonisation et le développement d'Israël, notamment à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

Les Loubavitch ont activement participé à la campagne électorale de Netanyahu en 1996 (on leur doit le slogan : "Bibi, c'est bon pour les juifs") et, après la signature du mémorandum de Wye Plantation, ils se sont mobilisés pour protester, contre la rétrocession d'une fraction de la Terre d'Israël aux Palestiniens.

Autre source.

Les partis religieux en Israël et le plan de désengagement de Gaza par Isabelle Saine

<https://shs.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2005-3-page-155?lang=fr>

Extrait. L'Agoudat Israël est une organisation qui représente une grande partie des juifs ultra-orthodoxes en Israël (ou haredim, Craignant-Dieu) et qui exprime une position ambivalente sur la question des Territoires. Avant sa scission en 1988 avec sa branche lituanienne (mitnaggedim) dirigée par le rabbin Shakh, l'Agouda prônait la position plus « colombe » de ce dernier. Depuis, elle entérine les positions plus extrémistes de sa branche Loubavitch qui affiche un messianisme exacerbé lié à la réussite d'Israël. Tout en étant fondamentalement non sioniste, et autrefois antisioniste, le groupe Loubavitch fait régulièrement pression sur le gouvernement israélien afin que celui-ci adopte une politique territoriale « faucon » : opposer à tout retrait territorial et montrer une position ferme à l'égard des autres nations. La communauté hassidique des Loubavitch refuse toute légitimité à l'État d'Israël tout en considérant que le contrôle juif étendu à toute la terre d'Israël a une valeur positive d'un point de vue religieux. Son messianisme a la particularité d'associer la reconnaissance de la souveraineté juive sur la terre d'Israël et la négation de la légitimité de l'État israélien.

Les hassidim de Loubavitch se sont antérieurement mobilisés pour contrer toute politique susceptible de restituer les Territoires occupés à l'entité palestinienne. Leurs mobilisations se sont révélées efficaces : en 1990, ils menèrent une campagne pour empêcher la constitution d'un gouvernement de gauche dirigé par Shimon Peres et, en 1996, ils appuyèrent fortement la campagne électorale de Benyamin Netanyahu. Aujourd'hui, les Loubavitch s'opposent au plan de désengagement de la Bande de Gaza et, depuis que ce dernier a été entériné par le gouvernement d'union nationale, dont l'Agoudat Israël fait paradoxalement partie, ils ont lancé une campagne visant à dissuader les soldats de l'armée israélienne (Tsahal) de participer à l'évacuation des colonies.

Les deux auteurs de cette tuerie y ont-ils été encouragés, comment, dans quel contexte ?

Quotidiennement la poursuite du génocide colonial à Gaza et du sionisme nazi en Cisjordanie continue dans l'indifférence générale. Y compris en Syrie et au Liban.

Qui sème la haine récolte les balles qui vont avec.

Le Premier ministre australien Anthony Albanese a déclaré ce mardi que l'attaque contre une foule qui célébrait la fête juive de Hanouka semblait « *motivée par l'idéologie* » du groupe « *Etat islamique* ». AFP 16 décembre 2025

Elle ne pouvait pas être motivée par l'idéologie sioniste, on a compris pourquoi.

Pour le dirigeant israélien Benjamin Netanyahu, la décision australienne de reconnaître la Palestine plus tôt cette année a mis de "l'huile sur le feu de l'antisémitisme". AFP 16 décembre 2025

Le Premier ministre Anthony Albanese s'est quant à lui engagé à lutter contre l'antisémitisme « *sous toutes ses formes* », tandis qu'un important dispositif policier a été déployé devant les lieux de culte et de rassemblement de la communauté juive. RFI 15 décembre

Rappel. Ceci pourrait aussi expliquer cela ?

Début août 2025.

« *Une solution à deux États est le meilleur espoir de l'humanité pour briser le cycle de violence au Moyen-Orient et mettre fin au conflit, à la souffrance et à la famine à Gaza* », affirme alors le chef du gouvernement australien, qui tape sans retenue sur le pouvoir politique israélien.

« *Le gouvernement Netanyahu étend rapidement les colonies illégales ; la violence des colons en Cisjordanie s'est accrue ; des menaces d'annexer les territoires palestiniens occupés ont été proférées, ainsi que des propositions de déplacement forcé et permanent du peuple palestinien* », dénonce le travailliste, tout en rappelant son « *engagement envers le peuple d'Israël et son droit de vivre dans la liberté et la sûreté* ». Le HuffPost 15 décembre 2025

Le 21 septembre 2025.

Dans une déclaration commune, le Premier ministre Anthony Albanese et la ministre des Affaires étrangères Penny Wong ont déclaré que "l'Australie reconnaît les aspirations légitimes et anciennes du peuple de Palestine à un État qui lui soit propre." (...) "L'acte de reconnaissance d'aujourd'hui reflète l'engagement de longue date de l'Australie en faveur d'une solution à deux États, qui a toujours été la seule voie vers une paix et une sécurité durables pour les peuples israélien et palestinien." fr.euronews.com 21 septembre 2025

Le 15 décembre 2025.

Les sionistes nazis amalgament antisionisme et antisémitisme, et personne ne le relève et les fait taire.

Benjamin Netanyahu n'a toujours pas digéré ce qu'il considère comme une trahison. Et pour lui, l'attaque terroriste perpétrée à Bondi Beach résulte de la décision de Canberra. « *Le 17 août, il y a environ quatre mois, j'ai adressé une lettre au Premier ministre australien Albanese dans laquelle je l'avertissais que la politique du gouvernement australien promouvait et encourageait l'antisémitisme en Australie* », rappelle ainsi le dirigeant conservateur.

« *Je lui ai écrit : "Votre appel à la création d'un État palestinien attise les flammes de l'antisémitisme. Il récompense les terroristes du Hamas. Il enhardt ceux qui menacent les Juifs australiens et encourage la haine des Juifs qui sévit désormais dans vos rues"* », insiste-t-il. Et de continuer à s'en prendre à Anthony Albanese, qui n'aurait rien fait pour éviter « *la propagation du cancer* » de l'antisémitisme et aurait fait preuve de « *faiblesse* ». N'y aurait-il pas un gros trou dans ce discours virulent ? Benjamin Netanyahu ne parle en effet à aucun moment de sa propre politique dévastatrice à Gaza et en Cisjordanie, qui exacerbe la colère des Palestiniens.

Interrogé ce lundi 15 décembre sur les critiques proférées par Benjamin Netanyahu, le Premier ministre australien qui avait précédemment qualifié l'attaque de « *purement maléfique, antisémite et terroriste* » n'a pas voulu alimenter la polémique. « *C'est un moment pour l'unité nationale. C'est un moment pour les Australiens de se rassembler. C'est précisément ce que nous allons faire* », a-t-il sobrement déclaré en conférence de presse

Le président israélien, Isaac Herzog, avait été le premier ce dimanche à annoncer le caractère antisémite de l'attaque, en déclarant depuis Jérusalem: "nos frères et sœurs de Sydney, en Australie, ont été attaqués par d'ignobles terroristes dans une attaque très cruelle contre des Juifs".

"*Nous répétons sans cesse nos avertissements au gouvernement australien afin qu'il prenne des mesures et lutte contre la vague massive d'antisémitisme qui sévit dans la société australienne*", a ajouté le président dans un discours prononcé à Jérusalem.

Le ministre des Affaires étrangères, Gideon Saar, s'est dit "consterné" sur le réseau social X, estimant que "*ce sont les conséquences de la vague d'antisémitisme qui a déferlé dans les rues d'Australie ces deux dernières années*".

"*Le gouvernement australien, qui a reçu d'innombrables signaux d'alerte, doit se ressaisir!*", a-t-il insisté.

Un peu plus tard, Gideon Saar a indiqué avoir eu un entretien téléphonique avec son homologue australienne, Penny Wong, durant lequel il a exprimé son "*chagrin*" et appelé le gouvernement australien à "*agir fermement*" contre l'antisémitisme.

Isaac Herzog et Gideon Saar ont tous deux déclaré avoir parlé avec David Ossip, président du Conseil représentatif des Juifs de l'État australien de Nouvelle-Galles-du-Sud. Ce dernier "*prenait la parole lors de l'événement lorsque la fusillade a commencé*", a précisé Isaac Herzog.

Le chef de l'opposition Yair Lapid s'est dit "*horrifié par l'attaque terroriste antisémite*" à Sydney. "*Boulder. Manchester. Washington. Et maintenant Sydney. Les noms de plus en plus de villes à travers le monde deviennent synonymes d'attaques meurtrières contre les Juifs. Pour mettre fin à ces horreurs, une intervention immédiate et décisive est nécessaire à tous les niveaux*", a-t-il ajouté sur X.

Pour le ministre d'extrême droite chargé de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, "le sang des victimes est sur les mains du gouvernement australien, qui a annoncé la reconnaissance d'un État 'palestinien' et a légitimé le terrorisme contre les Juifs". BFMTV 14 décembre 2025

Il faut que ces manifestations antisémites cessent immédiatement!

Conflit israélo-palestinien : des dizaines de milliers de manifestants pro-palestiniens à Sydney - rtbf.be 03 août 2025

L'Australie fait partie des 15 pays qui ont lancé un appel collectif mercredi, à la fin d'une conférence ministérielle à New York, pour exprimer leur volonté de reconnaître un Etat palestinien.

L'Australie assiste à la 100e manifestation pour protester contre les massacres de l'occupation contre la bande de Gaza - french.wafa.ps 14 September 2025

Après que les discours ont été prononcés, la manifestation s'est transformée en une marche vers le centre-ville portant des banderoles disant : « Israël est un État terroriste », « Arrêtez le génocide à Gaza », « Le sionisme est du terrorisme », « Arrêtez de tuer des enfants », « Sanctions immédiates contre Israël » et « Israël tue un enfant toutes les heures ».

Australie : nouvelle manifestation pro-palestinienne massive malgré le retrait israélien de Gaza - i24news.tv 12 octobre 2025

Selon les médias australiens, environ 40 000 personnes ont participé à cette mobilisation, scandant "Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre" tout en arborant des keffiehs et en brandissant des drapeaux palestiniens. Simultanément, 27 manifestations similaires se sont déroulées à travers le pays, notamment à Melbourne. Les organisateurs ont affirmé qu'Israël "maintient toujours une occupation militaire à Gaza et en Cisjordanie", malgré le retrait de Tsahal vers la "ligne jaune" dans la bande de Gaza.

Le Conseil exécutif des Juifs australiens, qui regroupe plus de 200 organisations juives, a condamné les organisateurs de la manifestation.

En août dernier, des centaines de milliers d'Australiens avaient déjà participé à une marche géante baptisée "Jour de colère" en soutien aux Palestiniens. Ces manifestations, organisées dans plus de 40 sites à travers le pays, avaient eu lieu quelques jours après la publication du rapport de l'ONU sur la famine à Gaza.

Ce document controversé a suscité de vives réactions en Israël. Le ministère des Affaires étrangères et le COGAT (Coordination des activités gouvernementales dans les territoires) ont vivement critiqué ce rapport, le qualifiant de mensonger.

En complément.

22 personnes arrêtées à Amsterdam après des protestations contre un chanteur de l'armée israélienne - BFMTV 15 décembre 2025

La police néerlandaise a indiqué ce dimanche 14 décembre avoir arrêté 22 personnes à Amsterdam après des affrontements avec des manifestants qui protestaient contre la performance d'un chanteur de l'armée israélienne dans une salle de concert.

Quelques centaines de personnes se sont rassemblées dans la soirée près du Concertgebouw, grande salle accueillant des concerts classiques, pour protester contre la venue de Shai Abramson, principal chanteur de l'armée israélienne, à un concert pour la fête juive de Hanouka.

Le chanteur devait initialement diriger le concert public annuel de Hanouka au Concertgebouw dimanche après-midi. Mais après le tollé, suscité par ses liens avec l'armée israélienne, sa participation a été annulée et remplacée par deux concerts privés en soirée. BFMTV 15 décembre 2025

Lutte contre l'opportunisme dans le mouvement ouvrier.

Lu dans le communiqué du Parti de travailleurs (PT) publié le 13 décembre 2025

Retrait du budget de la Sécurité sociale Lecornu-Faure !

J-C - Alors que le 9 décembre le budget anti-ouvrier de la Sécurité sociale a été adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale grâce aux voix du PS, et à l'abstention des écologistes et une partie des staliniens (PCF), le PT pose une question qui en dit long sur sa collusion avec le PS :

PT - Faut-il donc en conclure que le PS a rejoint la majorité gouvernementale ?

J-C - Posons à notre tour une question au PT : Et vous ? Pourquoi ? Mais parce que là on serait en droit de se poser la question, non ? Vous avez la nature de ce parti.

Il est précisé que ce communiqué a été adopté à "l'unanimité du bureau national du Parti des travailleurs", à croire qu'il est irrécupérable, je fais l'idiot, je le savais déjà depuis longtemps, cela vaut pour le POI. Et ce sont ces gens-là qui donnent des leçons de "marxisme" tous les vendredis, ils osent tout eux aussi, c'est contagieux !

Source : <https://parti-des-travailleurs.fr/2025/12/13/retrait-du-budget-de-la-securite-sociale-lecornu-faure/>

France désinformation ou quand France Info censure l'information.

Le point sur la dermatose nodulaire des vaches en France en 2025 : la maladie, l'abattage, la vaccination - Franceinfo 13 décembre 2025

En ouvrant la rubrique commentaire, j'ai découvert qu'ils avaient censuré le courriel suivant, il figurait cette indication :

Supprimé par le modérateur

Ce commentaire est visible uniquement par vous.

Le courriel censuré :

Pondichéry (C'est moi Tardieu J-C) - 13/12/2025 à 12:01

- A lire : Le point sur la dermatose nodulaire des vaches en France en 2025 : la maladie, l'abattage, la vaccination

<https://www.aimsib.org/2025/08/24/le-point-sur-la-dermatose-nodulaire-des-vaches-en-france-en-2025-la-maladie-labattage-la-vaccination/>

Dans cet article figurait le traitement efficace contre la dermatose nodulaire, et il était rappelé que cette maladie ne se transmet pas à l'homme, et qu'elle fait très peu de décès parmi les vaches, elles peuvent très bien vivre avec ce virus et s'en remettre sans traitement la plupart du temps, et pas ailleurs la vaccination est inefficace

Un fanatisme hors de prix, tant mieux !

Mondial 2026 : les prix des billets scandalisent les supporters à travers le monde - RT 14 déc. 2025

Alors que les tarifs des billets pour la Coupe du monde 2026 viennent d'être communiqués aux associations officielles de supporters, le mécontentement est général face à une inflation impressionnante. Les prix font grimper un parcours complet de l'équipe nationale française à 6 050 euros en catégorie 3, 9 919 euros en catégorie 2 et jusqu'à 14 281 euros en catégorie 1 — contre 1 143 euros en Russie (2018) et 1 463 euros au Qatar (2022). Selon le réseau Football Supporters Europe (FSE), cela représente une augmentation moyenne de +370 % par rapport à la précédente édition.

Le coût total pour un fan souhaitant suivre l'équipe nationale tout au long de la phase de groupes et éventuellement jusqu'à la finale devient rapidement prohibitif. Pour les supporters percevant le SMIC ou un peu plus, « *personne n'ira* », déplore Yannick Vanhée, président des Corsaires de Dunkerque et de la Fédération des associations nationales de supporters de l'équipe de France.

J-C – Boycott ! Il faut être profondément arriéré pour suivre ce genre de manifestation malsaine. Ils n'auront qu'à consacrer cette importante somme d'argent à leurs enfants ou petits-enfants ou à le partager avec plus pauvres qu'eux.

Les mythomanies les plus courtes sont les meilleures.

L'UE renonce aux projets d'interdiction des moteurs thermiques pour 2035 - RT 14 déc. 2025

Les projets visant à interdire l'immatriculation de nouveaux véhicules équipés des moteurs à combustion interne dans l'Union européenne ont été retirés de l'ordre du jour, a rapporté Bild, citant Manfred Weber, chef du groupe du Parti populaire européen au Parlement européen. Après des négociations, comme l'a noté le journal allemand, il a été décidé à Bruxelles de mettre fin à l'abandon progressif des moteurs à explosion.

Bild a indiqué que cette question était devenue prioritaire après l'accord conclu entre la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et Manfred Weber, qui réclame depuis longtemps la levée de l'interdiction des moteurs thermiques. À la place, des règles plus souples seront introduites pour réduire les émissions de dioxyde de carbone des voitures.

Ainsi, pour les voitures neuves immatriculées à partir de 2035, il sera désormais obligatoire pour les constructeurs automobiles d'atteindre des objectifs de réduction des émissions de dioxyde de carbone de 90 %, au lieu de 100 % auparavant. De plus, à partir de 2040, l'objectif de 100 % sera supprimé.

Lu.

"*Les élites maintiennent l'Humanité dans un état de quasi crise permanente*".

J-C - Je dirais plutôt, que le capitalisme est en état de crise permanente, et il entraîne l'humanité entière dans son sillage, d'où la nécessité de l'éradiquer de la surface de la Terre.

Une autre hypothèse hardie, quasi taboue, serait celle d'une «féménisation» de la société, non au sens démographique, mais au sens culturel. C'est en tout cas celle avancée dans un récent article de Arctotherium qui suggère que les valeurs traditionnellement associées au féminin – sécurité, consensus, prudence, égalité des résultats – ont lentement remplacé les valeurs masculines de risque, de compétition, de conquête ou de disruption, et ce depuis les années 70 environ.

Le constat d'un basculement culturel voit des institutions scientifiques, autrefois des fraternités d'explorateurs, devenues des bureaucraties sensibles à la moindre micro-agression. Les projets ambitieux – fusion nucléaire, exploration spatiale, génie génétique – sont étouffés sous des montagnes de conformité éthique, de comités de déontologie, de peurs morales. Le progrès est désormais soumis à un veto émotionnel. Il doit être inclusif, durable, non oppressif. Il doit faire plaisir à tout le monde. Et s'il déplaît, il est abandonné.

La civilisation résultante choisit la sécurité à l'aventure, l'harmonie à la rupture, la régulation à l'invention. Compte-tenu du déluge de lois, de régulations et le délire normatif dont tout l'Occident souffre actuellement, peut-on lui donner tort ?

On pourrait même arguer que cette stagnation ne se cantonne pas à la technologie et touche aussi tout le culturel : Sebastian Jensen note ainsi dans un de ses articles que la culture populaire a cessé d'évoluer après les années 2000. Les talents créatifs, surtout les introvertis brillants, migrent vers la tech ou la finance, laissant un vide. Les prix littéraires illustrent d'ailleurs ce biais : on ne trouve

ainsi aucun homme blanc de moins de 40 ans sur les listes notables du *New York Times* depuis 2021. Les franchises dominantes sont des reboots, des prequels, des suites. La musique est rétro, comme la mode ou l'architecture.

L'esthétique elle-même semble figée. Là où chaque décennie du XXe siècle avait une signature visuelle et sonore distincte, les vingt dernières années semblent former un tout homogène, lissé par les algorithmes : Internet, qui devait être un outil de créativité infinie, a paradoxalement créé un conformisme de masse.

Nous vivons dans un éternel 2010, recyclé sans cesse, dans lequel le futur est devenu un style et non une direction. Nous ne concevons plus le monde à venir, nous le consommons avec nostalgie.

Une autre question s'impose alors : et si cette stagnation n'était pas un accident ? Et si elle était le résultat d'un consensus tacite, d'un choix collectif, voire d'un projet politique conscient ?

Bret, de son côté, affirme que la science a été prise en otage par une faction idéologique qui a transformé la recherche en tribunal moral. Eric, lui, va plus loin : il explique que, pour lui, le progrès fondamental en physique théorique a été délibérément et mystérieusement stoppé au début des années 1970, et que nous vivons dans un état de stagnation intellectuelle depuis plus d'un demi-siècle.

Pourquoi ? Probablement parce qu'il est stratégiquement utile pour les États de bloquer un progrès trop important : car le progrès véritable, celui qui résout le cancer, la pauvreté, la mort, la rareté en somme, rend tout gouvernement inutile... En conséquence de quoi, dans un monde où le progrès menace les pouvoirs établis, la stagnation devient une arme : les élites maintiennent l'Humanité dans un état de quasi crise permanente, suffisamment confortable pour éviter la révolte, mais suffisamment précaire pour justifier le contrôle, et il suffit de lui faire croire que l'innovation réside dans une appli acidulée pour livrer des sushis plus vite...

Le progrès est ainsi devenu un luxe contrôlable. On finance la recherche, mais pas la révolution. On célèbre l'innovation, mais pas la rupture. On a remplacé les fusées par des likes, les laboratoires par des incubateurs de startups, et les génies par des influenceurs.

Cependant, ni le plateau énergétique, ni celui du progrès en général ne sont une fatalité.

Le progrès a été enfermé dans des comités, dans des idéologies et dans la peur. Pour le libérer, il faudra renoncer au confort et au consensus et retrouver la volonté d'un futur qui soit autre chose qu'un simple passé amélioré ou marginalement meilleur.

J-C – Pour « *renoncer au confort* », il faut déjà y avoir accès, c'est là qu'on s'aperçoit que ce genre d'article ne nous était pas destiné ou il n'y a rien à en attendre.

A propos de La nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis, version novembre 2025.

J-C – Hier ils agissaient en tyran, mais ils y mettaient encore les formes, dorénavant ils ne se donnent même plus la peine d'essayer de sauver les apparences, ils annoncent la couleur et menacent tout éventuel opposant à leur politique, il faut donc s'attendre au pire en principe.

Vous trouverez des répétitions dans les différents documents que j'ai sélectionnés ou que je vous propose à la lecture et à la réflexion, c'est inévitable. Ces éléments sont présentés et commentés de manières différentes selon les auteurs de ces articles, ce qui peut en faciliter la compréhension compte tenu de la diversité des lecteurs. J'ai essayé d'écartier tout ce qui était superficiel pour vous éviter de perdre votre temps.

Lu.

- On en revient donc, une fois de plus, à la stratégie «*diviser pour régner*», et pour tous les autres, à la stratégie du «*pillage*».
- En résumé, et en langage non diplomatique, il serait question d'«*isoler*» à nouveau Moscou tout en «*contenant*» la Chine.
- Ce qui est clair jusqu'à présent, c'est que l'éthique de la guerre éternelle prévaut toujours avec la nouvelle NSS. Mais elle a désormais changé de nom : les guerres seront principalement hybrides, indirectes et peu coûteuses.
- Les «*autocraties*» sont acceptables, pourvu qu'elles jouent le jeu impérial. C'est désormais au tour des chihuahuas de l'UE d'être qualifiés d'«*antidémocratiques*».
- La NSS présente également sa propre vision du monde multipolaire. Appelons cela la multipolarité contrôlée : le Japon «*contrôle*» l'Asie de l'Est et les vassaux israélo-arabes «*contrôlent*» l'Asie occidentale via les accords d'Abraham, avec la «*lutte contre le terrorisme*» imposée par les monarchies pétrolières corrompues du Golfe. Dans les deux cas, l'Empire du chaos tirera les ficelles en coulisses.
- Selon la NSS, l'Amérique latine, comme l'hémisphère occidental, sera soumise à une pression maximale, réaffirmant ainsi explicitement un «*corollaire Trump*» à la doctrine Monroe. L'Empire veut récupérer son arrière-cour dans toute son étendue afin de pouvoir la piller efficacement.

(La Belle et la Bête, ou la stratégie de sécurité nationale américaine décryptée - Pepe Escobar 11 décembre 2025)

Le Patron du Monde par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 13 décembre 2025

Extrait.

La Maison-Blanche a publié, signé par le président Trump, la «*Stratégie de Sécurité Nationale des États-Unis d'Amérique*», le document annuel qui trace les lignes fondamentales de la politique établienne. Un document de cette importance a été essentiellement ignoré par notre mainstream politico-médiatique, celui-là même qui tous les jours rapporte les déclarations médiatiques de Trump. Il faut de ce fait en connaître les concepts fondamentaux.

Avant tout – souligne le document – pour «*garantir que l'Amérique reste le pays le plus fort, riche, puissant au monde pour les décennies à venir, il faut une stratégie cohérente et ciblée sur comment interagir avec le monde*». Cette stratégie repose sur deux piliers, l'un relié à l'autre :

« 1) Nous voulons recruter, entraîner, équiper et déployer l'armée la plus puissante, létale et technologiquement avancée du monde pour protéger nos intérêts, décourager les guerres et, si nécessaire, les gagner de façon rapide et décisive, avec le plus petit nombre possible de victimes parmi nos forces.

2) Nous voulons l'économie la plus forte, dynamique, innovatrice et avancée du monde. L'économie des États-Unis est le fondement du style de vie Américain. Notre économie est aussi le fondement de notre position mondiale et la base nécessaire de nos Forces Armées».

À cet effet le monde est divisé en «aires de responsabilité», dont chacune est confiée à un des Commandements Combattants des États-Unis d'Amérique, alimentés par une dépense militaire colossale. Celle-ci est décidée non pas par des Administrations particulières mais par un groupement bipartisan : un véritable parti transversal de la guerre, composé de Républicains comme de Démocrates.

J-C – De bout en bout cette stratégie est menaçante, belliqueuse, guerrière. Qu'est-ce qui la motive ? La crise du capitalisme. Quel est donc cet ennemi aussi puissant jamais ouvertement évoqué ? Le prolétariat mondial.

Au nom de leur lutte de classe, ils font régner la terreur contre tous les peuples sur tous les continents, alors pourquoi notre classe devrait-elle se passer de la dictature du prolétariat, parce que la dictature du capital serait légitime ?

Et puis il faut se souvenir de quelle manière ils ont obtenu le pouvoir. Trump l'a rappelé à sa manière récemment en recevant et félicitant le djihadiste d'al-Qaïda Ahmed Al-Sharaa devenu président autoproclamé de Syrie : « Je l'aime bien. (...) Il a un passé violent et je pense honnêtement que sans un passé violent on n'a aucune chance ». Comment sinon par la violence les hordes occidentales ont-elles occupé, envahi l'Amérique aux siècles derniers et massacrés ses occupants ? Il y en a qui ont la mémoire sélective, pas nous !

Lu.

La stratégie de sécurité nationale (NSS) pour 2025 récemment publiée par le président Donald Trump se présente comme un plan d'action visant à renouveler la puissance américaine. Elle repose sur quatre idées dangereusement erronées.

Premièrement, la NSS est ancrée dans la grandiloquence : la conviction que les États-Unis jouissent d'une suprématie inégalée dans tous les domaines clés du pouvoir.

Deuxièmement, elle repose sur une vision du monde résolument machiavélique, traitant les autres nations comme des instruments à manipuler au profit des États-Unis.

Troisièmement, elle repose sur un nationalisme naïf qui rejette le droit international et les institutions internationales comme des entraves à la souveraineté américaine plutôt que comme des cadres qui renforcent à la fois la sécurité des États-Unis et la sécurité mondiale.

Quatrièmement, elle témoigne de la brutalité avec laquelle Trump utilise la CIA et l'armée. Quelques jours après la publication de la NSS, les États-Unis ont saisi sans vergogne un pétrolier

transportant du pétrole vénézuélien en haute mer, sous le prétexte fallacieux que le navire avait précédemment violé les sanctions américaines contre l'Iran.

Cette saisie n'était pas une mesure défensive visant à écarter une menace imminente. Il n'est pas non plus légal de saisir des navires en haute mer en raison de sanctions unilatérales américaines. Seul le Conseil de sécurité des Nations unies dispose d'une telle autorité.

Cette saisie est plutôt un acte illégal visant à forcer un changement de régime au Venezuela. Elle fait suite à la déclaration de Trump selon laquelle il a ordonné à la CIA de mener des opérations secrètes à l'intérieur du Venezuela afin de déstabiliser le régime.

La sécurité américaine ne sera pas renforcée en agissant comme un tyran. Elle sera affaiblie – structurellement, moralement et stratégiquement. Une grande puissance qui effraie ses alliés, constraint ses voisins et ignore les règles internationales finit par s'isoler.

En d'autres termes, la NSS n'est pas seulement un exercice d'orgueil sur le papier. Elle se traduit rapidement en une pratique effrontée.

Une lueur de réalisme, puis un basculement dans l'orgueil

Pour être honnête, la NSS contient des moments de réalisme attendus depuis longtemps. Elle admet implicitement que les États-Unis ne peuvent et ne doivent pas tenter de dominer le monde entier, et elle reconnaît à juste titre que certains alliés ont entraîné Washington dans des guerres coûteuses qui n'étaient pas dans l'intérêt réel des États-Unis. Elle prend également ses distances, du moins dans ses discours, par rapport à une croisade dévorante menée par une grande puissance.

La stratégie rejette l'idée fantaisiste selon laquelle les États-Unis peuvent ou doivent imposer un ordre politique universel.

Mais cette modestie est de courte durée. La NSS réaffirme rapidement que l'Amérique possède «*l'économie la plus importante et la plus innovante au monde*», «*le premier système financier mondial*» et «*le secteur technologique le plus avancé et le plus rentable au monde*», le tout soutenu par «*l'armée la plus puissante et la plus compétente au monde*».

Ces affirmations ne servent pas simplement d'affirmations patriotiques, mais justifient l'utilisation de la domination américaine pour imposer des conditions aux autres. Les petits pays, semble-t-il, feront les frais de cette arrogance, car les États-Unis ne peuvent vaincre les autres grandes puissances, notamment parce qu'elles sont dotées de l'arme nucléaire.

Un machiavélisme flagrant dans la doctrine

La grandiloquence de la NSS est indissociable d'un machiavélisme flagrant. La question qu'elle pose n'est pas de savoir comment les États-Unis et les autres pays peuvent coopérer dans leur intérêt mutuel, mais comment l'influence américaine – sur les marchés, la finance, la technologie et la sécurité – peut être utilisée pour obtenir le maximum de concessions de la part des autres pays.

Cela est particulièrement flagrant dans la partie de la NSS consacrée à l'hémisphère occidental, qui proclame un «*corollaire Trump*» à la doctrine Monroe. La NSS déclare que les États-Unis veilleront à ce que l'Amérique latine «*reste à l'abri de toute incursion étrangère hostile ou de toute prise de*

contrôle d'actifs clés», et que les alliances et l'aide seront conditionnées à la «réduction de l'influence hostile extérieure».

Cette «influence» fait clairement référence aux investissements, aux infrastructures et aux prêts chinois.

La NSS est explicite :

«Les accords conclus par les États-Unis avec les pays «qui dépendent le plus de nous et sur lesquels nous avons donc le plus d'influence» doivent aboutir à des contrats exclusifs pour les entreprises américaines. La politique américaine doit «tout mettre en œuvre pour évincer les entreprises étrangères» qui construisent des infrastructures dans la région, et les États-Unis doivent remodeler les institutions multilatérales de développement, telles que la Banque mondiale, afin qu'elles «servent les intérêts américains»».

Les gouvernements latino-américains, dont beaucoup entretiennent des relations commerciales étroites avec les États-Unis et la Chine, se voient en effet dire : vous devez traiter avec nous, et non avec la Chine, sous peine d'en subir les conséquences.

Une telle stratégie est naïve sur le plan stratégique. La Chine est le principal partenaire commercial de la plupart des pays du monde, y compris de nombreux pays de l'hémisphère occidental. Les États-Unis ne pourront pas contraindre les pays d'Amérique latine à expulser les entreprises chinoises, mais cette tentative nuira gravement à la diplomatie américaine.

Des alliés proches alarmés

La NSS proclame une doctrine de «souveraineté et de respect», mais son comportement a déjà réduit ce principe à la souveraineté pour les États-Unis et à la vulnérabilité pour les autres. Ce qui rend cette nouvelle doctrine encore plus extraordinaire, c'est qu'elle effraie désormais non seulement les petits États d'Amérique latine, mais aussi les alliés les plus proches des États-Unis en Europe.

Dans un revirement remarquable, le Danemark, l'un des partenaires les plus fidèles des États-Unis au sein de l'OTAN, a ouvertement déclaré que les États-Unis constituaient une menace potentielle pour la sécurité nationale danoise. Les responsables danois de la défense ont déclaré publiquement qu'on ne pouvait pas supposer que Washington, sous Trump, respecterait la souveraineté du Royaume du Danemark sur le Groenland, et que le Danemark devait désormais se préparer à l'éventualité d'une tentative coercitive des États-Unis pour s'emparer de l'île.

Le ministère américain de la Défense a démis de ses fonctions la commandante de la base spatiale de Pituffik au Groenland après qu'elle ait pris ses distances par rapport aux critiques formulées par le vice-président J.D. Vance à l'encontre du Danemark lors de sa récente visite.

<https://www.newsmax.com/newsfront/j-d-vance-pentagon-remove/2025/04/11/id/1206540/>

Le ministère américain de la Défense a démis de ses fonctions la commandante de la base spatiale de Pituffik au Groenland après qu'elle ait pris ses distances par rapport aux critiques formulées par le vice-président J.D. Vance à l'encontre du Danemark lors de sa récente visite.

Cela est surprenant à plusieurs égards. Le Groenland accueille déjà la base spatiale de Pituffik et fait partie intégrante du système de sécurité occidental. Le Danemark n'est pas anti-américain et ne cherche pas à provoquer Washington. Il réagit simplement de manière rationnelle à un monde dans lequel les États-Unis ont commencé à se comporter de manière imprévisible, même envers leurs présumés amis.

Le fait que Copenhague se sente obligée d'envisager des mesures défensives contre Washington en dit long. Cela suggère que la légitimité de l'architecture de sécurité dirigée par les États-Unis s'érode de l'intérieur. Si même le Danemark estime devoir se prémunir contre les États-Unis, le problème ne concerne plus seulement la vulnérabilité de l'Amérique latine.

Il s'agit d'une crise systémique de confiance entre des nations qui considéraient autrefois les États-Unis comme le garant de la stabilité, mais qui les voient désormais comme un agresseur potentiel ou probable.

En bref, la NSS semble canaliser l'énergie précédemment consacrée à la confrontation entre grandes puissances vers l'intimidation des petits États. Si les États-Unis semblent un peu moins enclins à lancer des guerres coûteuses à l'étranger, ils sont davantage enclins à utiliser comme armes les sanctions, la coercition financière, la saisie d'actifs et le vol en haute mer.

Le pilier manquant : le droit, la réciprocité et la décence

Le défaut le plus profond de la NSS est peut-être ce qu'elle omet : un engagement envers le droit international, la réciprocité et la décence élémentaire comme fondements de la sécurité américaine.

La NSS considère les structures de gouvernance mondiale comme des obstacles à l'action des États-Unis. Elle rejette la coopération climatique comme une «*idéologie*», voire un «canular» selon le récent discours de Trump à l'ONU. Elle minimise l'importance de la Charte des Nations unies et envisage les institutions internationales principalement comme des instruments à plier aux préférences américaines.

Pourtant, ce sont précisément les cadres juridiques, les traités et les règles prévisibles qui ont historiquement protégé les intérêts américains.

Les fondateurs des États-Unis l'avaient bien compris. Après la guerre d'indépendance américaine, les 13 nouveaux États souverains ont rapidement adopté une constitution afin de mettre en commun des pouvoirs clés – en matière de fiscalité, de défense et de diplomatie – non pas pour affaiblir la souveraineté des États, mais pour la garantir en créant le gouvernement fédéral américain. La politique étrangère du gouvernement américain après la Seconde Guerre mondiale a fait de même par le biais de l'ONU, des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et des accords de contrôle des armements.

La NSS de Trump renverse désormais cette logique. Elle considère la liberté de contraindre les autres comme l'essence même de la souveraineté. Dans cette perspective, la saisie du pétrolier vénézuélien et les inquiétudes du Danemark sont des manifestations de la nouvelle politique.

Athènes, Mélos et Washington

Une telle arrogance finira par se retourner contre les États-Unis.

L'historien grec antique Thucydide rapporte que lorsque l'Athènes impériale affronta la petite île de Mélos en 416 avant J.-C., les Athéniens déclarèrent que «*les forts font ce qu'ils peuvent et les faibles souffrent ce qu'ils doivent*». Mais l'arrogance d'Athènes causa également sa perte. Douze ans plus tard, en 404 avant J.-C., Athènes tomba aux mains de Sparte. L'arrogance, la présomption et le mépris des petits États par Athènes contribuèrent à galvaniser l'alliance qui finit par causer sa perte.

La NSS 2025 tient un discours tout aussi arrogant. C'est une doctrine qui privilégie le pouvoir sur le droit, la coercition sur le consentement et la domination sur la diplomatie. La sécurité américaine ne sera pas renforcée en agissant comme un tyran. Elle sera affaiblie, tant sur le plan structurel que moral et stratégique. Une grande puissance qui effraie ses alliés, contraint ses voisins et méprise les règles internationales finit par s'isoler.

J-C - Là encore je vous fais grâce du dernier paragraphe, car en guise de conclusion ou d'illusion son auteur formulait des conseils à l'intention des élites et des oligarques américains, au lieu de se tourner vers le prolétariat américain qu'il ignore superbement, je ne me voyais pas en faire indirectement la promotion ici.

Lu.

Ce bref essai, résumé de ce que j'ai exposé dans plusieurs ouvrages, vise à présenter une critique exhaustive et radicale de l'ordre international dirigé par les États-Unis depuis 1945. Il argue que cet ordre est en train de vivre un processus terminal d'agonie, comparable à celui d'un malade en fin de vie, causant misère et désastre autour de lui. Il s'articule autour de plusieurs axes d'analyse :

1. L'ordre d'après-guerre et le rôle de l'URSS

Après la défaite du IIIème Reich en 1945, les États-Unis imposèrent leur Pax Americana, mais de façon incomplète en raison du contrepoids soviétique. Le rôle crucial de l'Union soviétique dans la défaite du nazi-fascisme en Europe et dans l'évitement d'une Troisième Guerre mondiale immédiate contre les puissances anglo-américaines, y est souligné et a eu un coût humain énorme. L'URSS a créé un «*Deuxième ordre mondial*» qui a regroupé des pays en processus de décolonisation, en opposition aux prétentions universelles américaines.

2. L'idéologie comme instrument et le concept de «totalitarisme»

Dans mes textes, je démonte la primauté de l'idéologie dans l'analyse géopolitique, la présentant comme un facteur mobile et utile. Je signale que le capitalisme impérialiste anglo-saxon a initialement financé des régimes comme ceux d'Hitler et de Staline, puis les a diabolisés comme «*totalitaires*» dès que le conflit a éclaté. Le concept de «*totalitarisme*», élaboré par des intellectuels comme Hannah Arendt, y est analysé comme une arme conceptuelle de l'Occident libéral. Sa véritable fonction n'est pas de décrire des similitudes structurelles entre le nazisme et le bolchevisme (des régimes différents, séparés par des abîmes), mais de stigmatiser comme «*totalitaire*» tout régime non libéral et non soumis à l'hégémonie américaine. Cela est habile, et cette synonymie est essentielle pour comprendre la Guerre froide et sa poursuite.

3. L'évolution après la chute de l'URSS

Avec la disparition de l'URSS (1989–1991), l'«*Hégémon*» libéral (première théorie politique, selon Alexandre Douguine) a perdu son contrepoids socialiste (deuxième théorie politique). L'arsenal philosophico-politique accumulé a été réorienté pour présenter le fascisme (troisième théorie politique) comme la seule alternative au monde «*libre*», simplifiant le discours jusqu'à poser l'alternative suivante : «*libéralisme ou barbarie (fasciste)*». Tout pays qui ne s'aligne pas sur les États-Unis peut être qualifié de «*totalitaire*» ou d'«*autocratique*», comme c'est le cas aujourd'hui, selon le contexte, avec la démocratie multipartite russe ou le système politique chinois.

4. La décadence et le caractère prédateur de l'Occident

Le capitalisme occidental, notamment dans sa version tardive et financière, est décrit comme étant en phase d'épuisement. C'est un système improductif, basé sur la dette et parasitaire, dont la crise de 2008 a révélé la nature «*génocidaire et inviable*». Les États-Unis, en tant que débiteur maximal, soumettent d'autres pays par ce système. La mondialisation n'a pas été la création d'un creuset mondial, mais l'imposition du mode de vie américain, un processus qui, conjointement avec la «*religion holocaustique*» (la sacralisation de l'Holocauste juif transformé cyniquement en religion civile universelle, conférant simultanément une impunité morale au sionisme), a servi à l'endoctrinement et à la domination.

Le mythe de la supériorité morale, technologique et militaire de l'Occident s'effrite. Sur le plan moral, les États-Unis violent le droit international ; sur le plan technologique, ils prennent du retard face à l'Asie, en particulier la Chine ; militairement, ils manquent de capacités de combat terrestre et de résilience comme la Russie, qui possède une expérience de guerres défensives pour sa survie, contrairement aux campagnes impérialistes ratées des États-Unis (Vietnam, Afghanistan).

5. L'OTAN comme instrument agressif et dangereux pour l'Europe

Crée en 1949 comme alliance «*défensive*», l'OTAN est devenue une organisation agressive et expansionniste, compromettant la souveraineté et la sécurité des peuples européens. Le bombardement de la République fédérale de Yougoslavie en 1999, avec des milliers de civils morts et l'utilisation d'uranium appauvri, a marqué un tournant, montrant que l'OTAN attaque des États souverains européens. La guerre en Ukraine (commencée en 2014 avec Euromaidan) en est une autre manifestation. Être dans l'OTAN ne garantit pas la sécurité, mais éveille la peur, car cela oblige les États membres à se militariser à nouveau et à s'enliser dans des conflits (comme en Ukraine) qui servent les intérêts de Washington, pas ceux de l'Europe. L'OTAN et l'UE ont perdu toute légitimité morale pour donner des leçons sur les droits de l'homme.

6. Le nouveau modèle de domination : les États artificiels-terroristes (les «*porte-avions statiques*»)

Face à leur déclin et leur incapacité à mener des guerres conventionnelles victorieuses, l'Empire occidental adopte un modèle de «*guerre hybride*» qui ressemble au terrorisme d'État. Le modèle est Israël : un État artificiel, fortement militarisé et agressif, qui fonctionne comme un «*porte-avions statique*» incrusté dans une région stratégique. Ce modèle se reproduit avec des entités comme le Kosovo, l'Ukraine post-Euromaidan ou le «*Grand Maroc*». Ce sont des «*États-poubelle*» ou «*États faillis*», créés ou instrumentalisés pour semer le chaos, affronter des ennemis (Russie, Chine, Iran) et servir de plateformes d'agression. Le Maroc, avec le soutien des États-Unis, de la France et d'Israël, se présente comme la partie d'une tenaille qui se complète avec Israël, pour étrangler la Méditerranée, ce qui constitue une grave menace pour l'Espagne et le sud de l'Europe.

7. La destruction culturelle et sociale auto-destructive de l'Europe occidentale

L'Europe occidentale a été victime d'un changement culturel massif orchestré par les États-Unis : l'«americanisation» ou la «mondialisation». Cela a mené à :

- a) L'arrêt de l'activité productive : délocalisations industrielles, domination de la financiarisation (fonds comme BlackRock) et une économie basée sur la dette et le tourisme cancérigène (exemple : Espagne).
- b) L'arrêt de l'activité reproductrice : hiver démographique, remplacement de la population par une migration massive (parfois utilisée comme arme contre l'Espagne, par exemple par le Maroc), trafic d'êtres humains et perte de l'identité culturelle.
- c) La défaillance de la capacité défensive : dépendance militaire à l'OTAN, forces armées nationales affaiblies et engagées dans des missions étrangères, tandis que les frontières réelles (Ceuta, Melilla, côtes méditerranéennes face à l'Afrique) restent non protégées.

L'«âme» de l'Europe est morte, car le triptyque fondamental : produire, avoir des enfants et manier des armes pour la défense nationale légitime, a été brisé.

J-C - Je ne reproduis pas la conclusion et la perspective de l'auteur de cet article, puisqu'il appelait à faire tourner la roue de l'histoire à l'envers au lieu de vouloir en finir avec le capitalisme...

Place à la lutte de classe du prolétariat international qui renouera avec le socialisme révolutionnaire, parce qu'il n'a pas d'autre alternative ou issue politique pour en finir avec tous les maux qui accablent tous les peuples et pour conquérir leur émancipation, briser les chaînes de l'exploitation et de l'oppression. C'est le programme du socialisme, mais pas celui des médias ou des réseaux dits sociaux, ni des médias dits alternatifs qui sont faussement indépendants.

Points de repère.

Quelques extraits commentés de *L'impérialisme stade suprême du capitaliste* de V. Lénine - Tardieu J-C janvier 2008

<http://www.luttedeclasse.org/marxisme/imperialismev11.pdf>

Palestine occupée.

Le Hamas confirme la mort d'un haut commandant dans une frappe israélienne à Gaza - The Associated Press 14 décembre 2025

La frappe de samedi à l'ouest de la ville de Gaza a fait quatre morts, selon un journaliste de l'Associated Press qui a vu leurs corps arriver à l'hôpital Shifa. Trois autres personnes ont été blessées. Dans sa première déclaration, le Hamas a indiqué que le véhicule touché était un véhicule civil.

Ukraine.

La compagne de l'ancien ministre ukrainien des Affaires étrangères exploiterait le thème de la guerre pour promouvoir son sex-shop - RT 14 déc. 2025

La femme d'affaires Svitlana Paveletska, compagne de l'ancien ministre ukrainien des Affaires étrangères Dmytro Kouleba, utiliserait les hostilités militaires comme support pour promouvoir son sex-shop à Kiev, selon les médias.

Sur le compte du magasin pour adultes lui appartenant, la guerre est régulièrement évoquée et intégrée au discours commercial. Le conflit devient ainsi un élément central de la communication de la marque.

Face aux questions d'internautes s'étonnant de l'ouverture d'un sex-shop en pleine période de combats, l'entreprise a publié une réponse officielle. Elle y affirme que ses produits seraient importants pour les personnes blessées et avance que les militaires ukrainiens auraient besoin d'une « *rééducation sexuelle* ».

Le magasin propose même un espace dédié aux jouets sexuels destinés aux vétérans ukrainiens blessés. Parmi les produits présentés figure notamment un kit BDSM de ligotage, décrit comme pouvant convenir à des personnes ayant subi une amputation.

Les réseaux sociaux du sex-shop diffusent également des contenus sur la « *vie sexuelle après la captivité* » et font la promotion d'un cycle de conférences intitulée « *Sexe et guerre* ». Les thèmes abordés incluent, entre autres, « *l'excitation pendant les bombardements* » ou encore « *l'envoi de photos intimes aux militaires* ».

Lors de la Journée de la Constitution de l'Ukraine, le magasin a publié sa propre « *Constitution du sexe et des relations* », accompagnée d'un message de félicitations adressé aux citoyens. À l'occasion de la Journée de l'Indépendance, les abonnés ont été salués par un militant LGBT, qui a affirmé que l'indépendance devrait être comprise comme une forme de liberté sexuelle. RT 14 déc. 2025

Russie.

L'UE recommande de ne pas se faire filmer avec des diplomates russes : Zakharova propose une fusée pour quitter la planète - RT 13 déc. 2025

Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) a rédigé des « *instructions* » pour communiquer avec les diplomates de la Russie, transmises à la représentation permanente de l'Union européenne auprès des Nations unies à Genève, qui les a ensuite diffusées à d'autres missions, a rapporté RIA Novosti en citant une source.

Le document du SEAE contient notamment des indications sur « *la manière de communiquer avec les diplomates russes* ». En particulier, les instructions recommandent « *d'éviter les événements* » auxquels participent des diplomates russes, et si vous vous retrouvez à un tel événement, « *de ne pas vous faire filmer* » avec ceux-ci. Selon l'agence de presse russe, il s'agit déjà du deuxième document de ce type diffusé par l'UE.

RIA Novosti a indiqué que les employés d'une des missions diplomatiques russes avaient déjà ressenti l'impact de ces recommandations. Ainsi, d'autres diplomates ont cessé de leur serrer la main lors de réunions et on leur a même demandé de quitter l'événement. Le pays dans lequel cela s'est produit n'est pas précisé.

« *Quittez la planète où vivent les Russes, nous vous fournirons une fusée* », recommande Zakharova

Ce document n'est pas passé inaperçu à Moscou. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a qualifié cette instruction de « *demi-mesure* ». « *Le retrait de l'UE de l'ONU, tant que la Russie y est membre, serait une décision sérieuse. Le 20e train de sanctions russophobes ne peut certainement pas être adopté sans la déclaration selon laquelle la Commission européenne quittera la planète, vu que les Russes y resteront. Nous vous fournirons une fusée* », a-t-elle ironisé sur sa chaîne Telegram.

Le document, qui appelle à éviter les diplomates russes, s'inscrit dans la politique anti-russe de l'UE.

Venezuela.

Totalitarisme. La nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis en action. Piraterie, crime, gangstérisme, insulte, intimidation, bref un Etat « voyou » !

Saisie d'un pétrolier vénézuélien par les États-Unis : une «*nouvelle ère de piraterie navale*», selon Maduro - RT 13 déc. 2025

Le président vénézuélien Nicolás Maduro a accusé les États-Unis de piraterie maritime après que les forces américaines ont saisi un pétrolier au large des côtes de son pays dans le cadre de leur opération militaire dans la mer des Caraïbes. « *Hier, leur masque est tombé. [...] Car hier, ils ont perpétré un acte totalement criminel et illégal en s'engageant dans un assaut militaire* », a-t-il déclaré.

Selon lui, le pétrolier détourné transportait 1 900 000 barils de pétrole destinés aux marchés internationaux, « *qui ont été payés au Venezuela* ». « *Les membres d'équipage de ce navire [...] ont été kidnappés. Ils ont disparu, personne ne sait où ils sont. Ils ont enlevé des membres d'équipage* », a-t-il souligné, ajoutant : « *Ils ont volé ce navire, inaugurant une nouvelle ère, celle de la piraterie navale dans les Caraïbes. Donc, le Venezuela dénonce absolument cet acte de piraterie contre l'ensemble des Caraïbes.* »

Le président vénézuélien a donné « toutes les instructions nécessaires » pour que des mesures juridiques et diplomatiques appropriées soient prises par « *toutes les instances* ». « *Le Venezuela va sécuriser tous les navires en vue de garantir le libre-échange de son pétrole avec le monde* », a-t-il indiqué. RT 13 déc. 2025

Les Etats-Unis donneur de leçon au monde entier, c'est avant tout le pays du crime organisé, de la mafia , de la CIA, le paradis fiscal du Delaware, de tous les trafics, armes, drogues, de l'alcool, de la pornographie, de la pédophilie, de toutes les perversités sexuelles, c'est le pays du monde le plus décomposé ou dépravé.

Fais ce que je dis, mais pas ce que je fais, le propre des tyrans :

« *La seule chose qu'ils savent faire, c'est la chasse aux navires* », a déclaré Trump, faisant référence à la piraterie qui sévit au large des côtes somaliennes.

Chili.

Le candidat d'extrême droite José Antonio Kast élu président du Chili - franceinfo.fr 15 décembre 2025

Le leader d'extrême droite José Antonio Kast a été élu à la présidence du pays, dimanche 14 décembre, devenant le chef de l'Etat le plus à droite depuis la fin de la dictature d'Augusto Pinochet en 1990. L'ultraconservateur de 59 ans a recueilli environ 58% des suffrages contre 42% pour Jeannette Jara, une communiste modérée qui représentait une vaste coalition de gauche, selon des résultats officiels portant sur la quasi-totalité des bulletins de vote.

Près de 16 millions d'électeurs étaient appelés à départager les deux candidats. Les sondages anticipaient une large victoire de José Antonio Kast. Au premier tour, mi-novembre, les deux finalistes avaient chacun recueilli un quart des suffrages, avec une légère avance pour la gauche, mais les forces de droite avaient totalisé 70% en cumulé. Le président-élu, catholique pratiquant et père de neuf enfants, a fait campagne sur la lutte contre la criminalité et la promesse d'expulser les près de 340 000 migrants en situation irrégulière.

Une fois le résultat connu, un groupe de personnes présentes a scandé "*Pinochet, Pinochet*" et brandi des portraits de l'ancien dirigeant, défendu par le passé par José Antonio Kast, dans un pays où la dictature a fait quelque 3 200 morts et disparus entre 1973 et 1990.

La figure de José Antonio Kast reste associée aux controverses entourant l'histoire de sa famille. Selon une enquête révélée par l'agence Associated Press, des documents issus des Archives fédérales allemandes attestent que son père, Michael Kast, s'est affilié au Parti national-socialiste allemand (NSDAP), le parti nazi, le 1er septembre 1942, avant même d'avoir atteint l'âge de 18 ans. Les historiens rappellent que l'adhésion au parti nazi était volontaire. Michael Kast a émigré au Chili en 1950, où il s'est ensuite établi dans la région de Paine et a développé une entreprise prospère dans la restauration et l'agroalimentaire. (RT 15 décembre 2025)

L'annonce de la victoire du candidat d'extrême droite a donné lieu à des célébrations à travers le pays, notamment dans la capitale. Dans le même temps, des manifestants opposés à celui-ci sont descendus sur la Plaza Italia, à Santiago, épicentre de la révolte sociale de 2019, où des dizaines de personnes ont été dispersées par la police à l'aide d'un canon à eau, selon la presse locale.

Le président élu, qui prendra ses fonctions en mars, a reçu les félicitations du chef de la diplomatie américaine Marco Rubio, qui a vanté "des priorités communes, notamment le renforcement de la sécurité publique, la fin de l'immigration illégale et la revitalisation de notre relation commerciale". L'ultralibéral argentin Javier Milei, allié de Donald Trump, a fait part de son "immense joie" après "l'écrasante victoire de [son] ami", se disant certain de pouvoir travailler avec lui pour que la région "adopte les idées de la liberté et que nous puissions nous libérer du joug oppresseur du socialisme".

La candidate communiste, Jeannette Jara, a rapidement reconnu sa défaite et promis une opposition "exigeante". Cette femme de 51 ans, ex-ministre du Travail du président sortant Gabriel Boric, promettait l'augmentation du salaire minimum et la défense des retraites.

La criminalité et l'immigration irrégulière sont en tête des préoccupations des Chiliens selon les sondages, devant les difficultés économiques liées à une croissance atone.

Commentaires d'internautes.

1- Phénomène de balancier. La droite, classique ou extrême, saccage tout, ruine les relations sociales. Les gens votent alors gauche modérée, qui répare (un peu) le désastre, mais en restant sur un mode réformiste/centriste qui ne règle rien. Du coup, cette gauche devient impopulaire, et les peuples, de nouveau, se jettent dans les bras de leurs bourreaux. Qui de nouveau vont tout saccager.

2- Les années 30 ont été le résultat d'un premier cycle de néolibéralisme mondialisé. Ça recommence. Le néolibéralisme se termine à chaque fois dans l'illibéralisme, qui n'est qu'un néolibéralisme autoritaire. Les deux ont des traits communs : concurrence sauvage, fin des normes protectrices pour les peuples, loi du plus fort, mépris pour l'autre.

3- Les gens veulent tous leur Trump, cette montée d'extrême droite dans le monde est inquiétante. Malheureusement, à force de vouloir plus de sécurité, on perd en contrepartie en liberté, en progrès social et en pouvoir d'achat...

4- Félicité par E. Macron, A. Kast est un fan absolu d'A. Pinochet. Dire qu'il est d'extrême droite est vraiment peu dire, quand on sait que son idole était entourée par des nazis. Et que Trump le soutienne également parachève l'opinion qu'on peut se faire de lui.

5- "Ils ont la mémoire qui flanche, ils ne se souviennent plus très bien..." de l'horreur de Pinochet, des enlèvements, des lieux officiels de torture, des opposants balancés, pieds et poings liés du haut des hélicoptères dans la mer, des enfants d'opposants enlevés...Pauvre pays, sans mémoire et donc sans avenir

6- Quand je pense que sous Pinochet les Chiliens venaient se réfugier en France... entre autre. Comme ailleurs, deux générations suffisent à tout oublier.

7- Le désastre se confirme partout. L'histoire est hélas un balancier perpétuel parce que les humains semblent ne jamais retenir aucunes leçons du passé. C'est désespérant.

8- C'est fort dommage. Incompréhensible. Comment le peuple et surtout la jeunesse chilienne a pu élire un admirateur d'un boucher: Pinochet.

J-C – Parce que son niveau de conscience politique ne dépasse pas le niveau du caniveau. Pour élire Macron ou laisser élire Macron ou encore se retrouver avec Macron à l'Elysée, la ligne de flottaison n'est pas plus élevée ! Il ne faut pas désespérer, c'est dialectique, on développera une autre fois.

Confédération des États du Sahel.

Les pays de l'AES valident les statuts de la Banque unique de la Confédération - afrinz.ru 12 décembre 2025

Le président de la transition du Mali, Assimi Goïta, a rencontré une délégation de haut niveau arrivée à Bamako pour lancer la Banque unique d'investissement et de développement de la

Confédération des États du Sahel (AES). Au cours de la rencontre, la délégation a approuvé les statuts de la Banque confédérale pour l'investissement et le développement (BCID-AES), rapporte la présidence malienne.

« Ce matin, nous avons travaillé à valider les statuts de la banque [...] ce qui marque la création de la Banque confédérale pour l'investissement et le développement », a déclaré le ministre burkinabè de l'Économie et des Finances, Aboubakar Nacanabo.

La délégation était conduite par le ministre malien de l'Économie et des Finances, Alousseni Sanou. Elle comprenait également le ministre burkinabè des Finances et le Premier ministre du Niger, Ali Lamine Zeine.

« La BCID-AES se veut un levier essentiel de financement au service des projets structurants, de l'intégration sahélienne et de la souveraineté économique des trois États », souligne le communiqué de la présidence.

Une attention particulière est accordée aux projets liés à la sécurité énergétique, à l'agriculture, aux relations interrégionales et aux initiatives renforçant la souveraineté économique des trois États. La banque soutiendra également les projets privés proposés par les États membres de l'AES.

« Grâce à cette banque, nous allons pouvoir réaliser des projets structurants [...] au profit de nos populations. Les orientations étaient claires : des projets impactants, qui nous permettent de rester sur la ligne de la souveraineté tracée par nos trois Chefs d'État », a ajouté M. Nacanabo.

Le capital social de la BCID-AES a déjà été validé par le Conseil des Gouverneurs [...] Une partie de ce capital est déjà libérée par les États fondateurs. Par la suite, le capital sera alimenté par les contributions des États membres. La prochaine étape de l'AES devrait être la nomination des dirigeants de la Banque.

« Une fois les organes en place, la BCID-AES pourra lever des financements additionnels pour amplifier sa capacité d'investissement », indique le communiqué.

La Banque unique de l'AES servira de bras financier à l'intégration des pays du Sahel et soutiendra les projets visant à renforcer la souveraineté des trois États, tant sur le plan économique qu'infrastructurel.

L'Alliance des États du Sahel a été créée en 2023 pour assurer une défense collective. Le 28 janvier 2024, le « *trio sahélien* » a annoncé son retrait de la CEDEAO, dénonçant l'incapacité de l'organisation à soutenir la lutte contre le terrorisme et à garantir la sécurité de leurs territoires.

Le 6 juillet 2024, les dirigeants du « *trio sahélien* » ont annoncé la création de la Confédération de l'AES. Ils ont décidé de mettre en place une banque d'investissement et un fonds de stabilisation. L'Alliance adoptera des positions diplomatiques communes et facilitera la libre circulation des personnes et des biens. Depuis le 29 janvier 2025, la Confédération Alliance des États du Sahel (AES) a introduit de nouveaux passeports pour remplacer ceux de la CEDEAO au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

En août 2025, des parlementaires du Mali, du Niger et du Burkina Faso ont annoncé la création d'un Parlement unique de la Confédération, dont l'installation est prévue pour décembre 2025.

Bénin.

J-C – Troupes française suppôts du terrorisme hors d’Afrique !

Tentative de coup d’État au Bénin - Réseau Voltaire 12 décembre 2025

Dans la nuit du 6 au 7 décembre, les forces loyalistes du président béninois, Patrice Talon, aidées par l’aviation militaire nigériane, ont réussi à reprendre le contrôle de la télévision nationale, d’où des soldats putschistes avaient fait diffuser un message enregistré du lieutenant-colonel Pascal Tigri annonçant la destitution du président de la République et la mise en place du Comité militaire de la refondation (CMR). Pendant ce temps des combats opposaient les putschistes aux gardes de plusieurs chefs militaires et de la résidence de la République.

Kemi Seba, suprémaciste noir et panafricaniste radical, conseiller spécial du président nigérien et candidat à la présidence du Bénin, diffusait une vidéo se réjouissant de la chute du « *clan de prédateurs économiques du président Patrice Talon* ».

Le général Fructueux Gbaguidi, chef d’état-major de l’armée béninoise, qui était à Paris pour un déplacement professionnel lorsque la tentative de coup d’État a démarré, a piloté à distance ses hommes, notamment la Garde républicaine commandée par le colonel Djimon Dieudonné Tévoédjrè. Le président Talon a pu s’entretenir par téléphone avec son homologue français, Emmanuel Macron.

Un bimoteur Beechcraft 350 immatriculé F-GYEE, de la compagnie CAE aviation, spécialisé dans les missions de surveillance « *pour différentes organisations gouvernementales et non gouvernementales* », en l’occurrence affrété par la France a notamment survolé Cotonou, assistant les forces armées loyalistes.

À la demande du président élu, Patrice Talon, des drones militaires nigérians ont effectué des frappes de précision sur le camp de Togbin, où une partie des mutins s’étaient réfugiés après avoir fui les locaux de la chaîne de radio et de télévision nationale.

La Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (Cedeao) a, annoncé le « *déploiement immédiat* » de sa Force en attente, composée pour cette opération de troupes du Nigeria, de la Sierra Leone, de la Côte d’Ivoire et du Ghana pour soutenir « *le gouvernement et l’armée républicaine* » du Bénin et « *préserver l’ordre constitutionnel* ».

Somalie.

J-C- Au moins la merde peut servir de compost, les États-Unis ne peuvent même pas en dire autant!

Somalie : le ministre de la Défense réagit aux propos injurieux de Trump - RT 12 déc. 2025

La Somalie a officiellement réagi aux déclarations du président américain, qui a qualifié le pays de « *sale, immonde, répugnant et rongé par le crime* » lors d’un rassemblement politique en Pennsylvanie, le 9 décembre.

Dans un message adressé à l'agence Reuters, le ministre somalien de la Défense, Ahmed Moallim Fiqi, a appelé Donald Trump à se concentrer sur les promesses faites au peuple américain plutôt que de multiplier les insultes à l'égard d'un État souverain.

Le président américain a relancé une rhétorique anti-immigration déjà utilisée lors de son premier mandat, affirmant que les États-Unis n'avaient pas vocation à accueillir des migrants issus de « *pays de merde* » comme la Somalie, « *des endroits qui sont un désastre* », a-t-il lancé. RT 12 déc. 2025